

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**PREMIÈRE COMMISSION, 1433^e
SÉANCE**

Mercredi 26 octobre 1966,
à 15 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
<i>Point 97 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Renonciation des Etats à toute action pouvant faire obstacle à la conclusion d'un accord sur la non-prolifération des armes nucléaires (suite)</i>	
<i>Discussion générale (suite)</i>	29

Président: M. Leopoldo BENITES (Equateur).

POINT 97 DE L'ORDRE DU JOUR

Renonciation des Etats à toute action pouvant faire obstacle à la conclusion d'un accord sur la non-prolifération des armes nucléaires (*suite*) [A/6398, A/C.1/L.368/Rev.1]

DISCUSSION GENERALE (suite)

1. M. ROCHTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'au cours de consultations officieuses sur le projet de résolution relatif à la question examinée les huit pays non alignés de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement ont proposé certains amendements au texte original de la délégation soviétique. Comme les amendements proposés recueillent l'agrément de la délégation soviétique et des autres auteurs, on les a incorporés dans un texte révisé (A/C.1/L.368/Rev.1) où les noms des huit membres non alignés du Comité des dix-huit puissances figurent parmi les 31 auteurs de ce projet.

2. M. BURNS (Canada) explique que sa délégation a décidé de se joindre aux auteurs du projet de résolution, parce qu'elle est convaincue qu'en agissant de la manière envisagée l'Assemblée générale contribuera à créer un climat favorable au succès des négociations qui auront lieu à New York, à Genève et ailleurs pour la conclusion d'un traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

3. Il y a un an, le Secrétaire général a déclaré qu'arrêter la prolifération des armes nucléaires constitue le problème le plus urgent qui se pose à l'Organisation des Nations Unies. Si ce problème était urgent il y a un an, il l'est plus encore à l'heure actuelle. Depuis la vingtième session de l'Assemblée générale, plusieurs essais d'armes nucléaires ont été effectués par les Etats-Unis, l'URSS et la France, et la Chine a donné de nouvelles preuves de sa détermination de développer sa capacité nucléaire militaire. Ces faits nouveaux montrent combien il est nécessaire de faire en sorte que toutes les puissances nucléaires ac-

tuelles participent effectivement aux délibérations internationales sur le désarmement. A mesure que les mois passent, la technologie nucléaire se répand davantage et à mesure que l'on construit des réacteurs pour produire de l'énergie électrique, de plus grandes quantités de matières fissiles sont produites qui peuvent se prêter à la fabrication de bombes. La délégation canadienne insiste depuis longtemps pour que des mesures immédiates soient prises en vue d'arrêter la diffusion des armes nucléaires, et, parmi les mesures éventuelles, la priorité devrait être donnée à la conclusion d'un traité sur la non-prolifération et d'un accord interdisant tous les essais d'armes nucléaires, qu'ils soient atmosphériques ou souterrains.

4. Il est évident que les chances de conclure un traité destiné à prévenir la prolifération des armes nucléaires sont plus grandes maintenant qu'elles ne l'étaient il y a un an. Les paroles prononcées par le Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique après ses entretiens avec le Président et le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, ainsi que les déclarations faites par les représentants de l'URSS et des Etats-Unis devant la Première Commission, témoignent toutes de nouvelles dispositions d'esprit de la part des deux principales puissances dans leurs négociations, ainsi que de leur détermination accrue de se mettre d'accord sur des clauses adéquates pour la conclusion d'un traité sur la non-prolifération. La délégation canadienne applaudit à cette détermination et se réjouit de la perspective de nouveaux entretiens entre les Etats-Unis et l'URSS, entretiens qui, après les débats de la Première Commission et ceux du Comité des dix-huit puissances, pourraient aboutir à l'élaboration d'un instrument acceptable tant pour les puissances nucléaires que pour les puissances non nucléaires.

5. Bien que le Comité des dix-huit puissances n'ait pas obtenu de résultats spectaculaires pendant l'année écoulée, on s'accorde à reconnaître que ses discussions — notamment celles qui ont porté sur la non-prolifération — ont contribué très utilement à éclaircir les questions dont il était saisi. Dans la déclaration qu'il a faite devant la Première Commission (1431^{ème} séance), le représentant des Etats-Unis a mentionné quatre directions dans lesquelles le Comité des dix-huit puissances a fait d'importants progrès; et la délégation canadienne a été très encouragée par le niveau généralement élevé et la franchise des discussions ainsi que par la contribution constructive des huit membres non alignés. M. Burns pense que les autres membres du Comité des dix-huit puissances partagent le souci des pays non alignés, exprimé par ces derniers dans leur mémorandum du 19 août

1966^{1/}, d'assurer qu'un traité destiné à prévenir la prolifération des armes nucléaires établisse un équilibre acceptable de responsabilités et d'obligations mutuelles entre puissances nucléaires et puissances non nucléaires et constitue un progrès vers la réalisation du désarmement général et complet.

6. Tout en attachant la plus grande importance à la conclusion rapide d'un traité sur la non-prolifération, la délégation canadienne ne considère le traité que comme la première d'un grand nombre de mesures propres à arrêter la course aux armements nucléaires et comme un pas en avant vers le désarmement général et complet. Elle accueille avec satisfaction les assurances données au cours des deux séances précédentes par les représentants de l'Union soviétique, des Etats-Unis et du Royaume-Uni, selon lesquelles, pour les puissances nucléaires également, un tel traité ne sera qu'un prélude à des mesures de désarmement d'une plus grande portée.

7. Le Gouvernement canadien est fidèle à la politique qu'il suit depuis longtemps et qui est de s'abstenir de fabriquer des armes nucléaires — bien qu'il ait depuis de nombreuses années les moyens techniques de le faire — et il préconise la conclusion d'un traité universel sur la non-prolifération d'armes nucléaires. Comme il y a beaucoup de points communs entre le projet de traité des Etats-Unis^{2/} et le projet de traité de l'Union soviétique^{3/}, on peut aujourd'hui raisonnablement espérer que les négociations sur le fond aboutiront. Le traité devrait contenir des dispositions telles que la possession d'armes nucléaires ne puisse pas s'étendre à des pays autres que les cinq puissances nucléaires actuelles: cette garantie doit pouvoir se réaliser sans porter atteinte aux arrangements de défense légitime pris en vertu de telle ou telle alliance.

8. Le traité doit également prévoir des mesures efficaces permettant de s'assurer que les signataires respectent les obligations souscrites. L'engagement pris par les Etats de coopérer en vue de faciliter l'application des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ou de garanties internationales équivalentes à toutes les activités nucléaires à des fins pacifiques, comme l'envisage l'article III du projet de traité des Etats-Unis, contribuera à renforcer l'efficacité du traité sur la non-prolifération ainsi que le système de garanties internationales. Si des dispositions prévoient également l'application obligatoire de garanties internationales à tous les transferts de matières fissiles à des pays étrangers — politique que le Gouvernement canadien pratique déjà —, l'article sur les garanties constituera en soi un obstacle efficace à toute nouvelle prolifération. Le représentant de la Tchécoslovaquie a informé la Commission (1432ème séance) que son pays ainsi que la Pologne et la République démocratique allemande sont disposés à accepter d'appliquer les ga-

ranties de l'AIEA à leurs installations nucléaires, si l'Allemagne occidentale et d'autres puissances non nucléaires de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) font de même; en réponse à cette initiative, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a déclaré qu'il examine très sérieusement la proposition tchéco-polonaise conjointement avec d'autres membres de l'Euratom. La délégation canadienne note avec satisfaction la preuve ainsi donnée que l'on cherche à appliquer les garanties de l'AIEA à diverses installations nucléaires en Europe et ailleurs.

9. Puisqu'il est impossible de distinguer la technique des explosions nucléaires à des fins militaires de celle des explosions à des fins pacifiques, les pays qui ne produisent pas d'armes nucléaires devraient renoncer à leur droit de procéder à des explosions nucléaires, à quelque fin que ce soit. Il va de soi qu'ils adopteraient une telle attitude sous réserve qu'un engagement soit pris de créer un service qui, sous contrôle international, procurerait, à un coût raisonnable, les moyens de procéder à des explosions nucléaires au titre de projets civils justifiés, lorsque ces explosions seront techniquement et économiquement réalisables et pour autant qu'elles soient conformes aux obligations qui découlent du traité d'interdiction des essais nucléaires. Grâce à de tels arrangements, il serait possible de tirer, à très faible prix, les enseignements d'explosions nucléaires contrôlées sans que cela entraîne les conséquences politiques et militaires redoutables de la poursuite du développement des bombes nucléaires à l'échelon national.

10. Il pourrait aussi être nécessaire de donner aux pays non alignés des garanties de sécurité, en sus des garanties prévues dans la Charte des Nations Unies, afin de compenser tout désavantage découlant pour ces pays de leur adhésion à un traité de non-prolifération. Il dépendra naturellement des vœux des pays non alignés eux-mêmes que ces garanties soient prévues dans le traité lui-même ou d'une autre façon. M. Burns serait heureux de connaître l'avis de ces pays sur les diverses formules qui ont été proposées ainsi que toutes autres idées qu'ils peuvent avoir eux-mêmes à émettre.

11. Bien que le Gouvernement canadien soit fermement partisan d'un traité universel de non-prolifération, il n'exclut nullement la possibilité d'envisager ce problème sur une base régionale et il tient à encourager les pays qui cherchent à créer des zones dénucléarisées dans les régions qui se trouvent relativement exemptes de graves tensions internationales. Les efforts accomplis à cet égard par les pays de l'Amérique latine et de la région des Caraïbes méritent particulièrement d'être loués et M. Burns souhaite que les efforts déployés par les pays africains pour faire de leur continent une zone dénucléarisée soient couronnés de succès.

12. La plupart des pays, y compris les Etats-Unis et l'URSS, estiment qu'un accord interdisant les essais nucléaires souterrains doit venir compléter le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, signé à Moscou en 1963. La seule difficulté est de s'assurer que tous les Etats parties au

^{1/} Voir Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément de 1966, document DC/228, annexe 1, sect. P.

^{2/} Voir Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément de janvier à décembre 1965, document DC/227, annexe 1, sect. A; et *ibid.*, Supplément de 1966, document DC/228, annexe 1, sect. K.

^{3/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 106 de l'ordre du jour, document A/5976.

traité respecteront leur engagement de ne pas procéder à des essais souterrains. Alors que l'URSS soutient que tous les essais souterrains, où qu'ils aient lieu, peuvent être décelés par des moyens nationaux disposés à l'intérieur des frontières nationales, les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux sont persuadés qu'en dépit des progrès considérables accomplis en matière de détection des essais souterrains grâce aux méthodes sismologiques et autres méthodes scientifiques, il est encore impossible de déterminer, par les seules méthodes sismologiques, si certains phénomènes souterrains sont des tremblements de terre ou des explosions nucléaires. Ils estiment, par conséquent, qu'un petit nombre d'inspections sur les lieux de phénomènes non identifiés seront nécessaires pour s'assurer que les Etats parties au traité respectent leurs engagements. Les efforts se poursuivent pour perfectionner les techniques de détection et d'identification des phénomènes souterrains. Parmi les diverses suggestions qui tendent à compléter ces efforts, la délégation canadienne appuie la proposition suédoise^{4/} relative à un échange, entre les pays intéressés, des résultats d'observations sismologiques pertinentes. Les puissances nucléaires elles-mêmes devraient participer à l'échange d'informations qui est suggéré; l'intérêt dont ils ont fait preuve à l'égard de cette proposition est encourageant. Si, par exemple, les Etats-Unis et l'Union soviétique pouvaient fournir des renseignements provenant d'endroits proches du lieu des phénomènes qui n'ont pas été identifiés, afin de compléter les données actuellement fournies par la surveillance à distance, on pourrait identifier beaucoup plus de phénomènes nucléaires. On a aussi émis l'avis récemment que l'emploi d'appareils sismographiques scellés, que l'on appelle "boîtes noires", pourrait compléter la surveillance à distance et rendre pratiquement impossible tout essai clandestin.

13. Le représentant du Canada espère que l'Union soviétique voudra bien accepter de collaborer à l'examen de ces méthodes qui sont de nature à faire sortir de l'impasse les négociations relatives à l'interdiction des essais souterrains. Il convient également d'examiner attentivement d'autres propositions intéressantes formulées par la Suède, le Mexique, le Brésil et la République arabe unie en vue de combler l'écart qui sépare les positions respectives des deux grandes puissances en cette matière.

14. La délégation canadienne appuie également la proposition dite d'"arrêt", tendant à imposer un arrêt contrôlé à la production de matières fissiles à des fins militaires, qui a été soumise par les Etats-Unis. Plusieurs autres pays considèrent que cet arrêt mettrait un terme à l'accroissement dangereux du potentiel nucléaire des puissances atomiques. En conséquence, à titre de mesure visant la non-prolifération et concernant principalement les puissances nucléaires, l'"arrêt" contrebalancerait les obligations que les nations non dotées d'armes nucléaires assumeraient en signant un traité sur la non-prolifération.

15. L'année passée, le Comité des Dix-Huit n'a pas consacré beaucoup de temps à l'examen de la question

du désarmement général et complet. Cependant, la plupart des membres de la Commission connaissent très bien les positions respectives des Etats-Unis et de l'Union soviétique et il est évident, depuis longtemps, que le nœud du problème réside dans la différence de conception qui existe entre ces deux pays sur la procédure de réduction puis d'élimination des armements nucléaires. On ne peut s'attendre à de grands progrès vers la solution de ce problème fondamental tant qu'il n'existera pas une plus grande confiance mutuelle et que les nations intéressées ne seront pas convaincues qu'une réduction des armements nucléaires ne mettra pas en danger l'équilibre actuel des dispositifs de sécurité. La délégation canadienne se prononce pour la méthode graduelle, car il est vain de penser que l'on peut réaliser de toute autre façon des progrès sensibles vers le désarmement. Un traité de non-prolifération, l'interdiction des essais souterrains, l'arrêt de la production de matières fissiles destinées à la fabrication d'armes nucléaires et la transformation, à des fins pacifiques, des armes nucléaires et des explosifs existants seraient des mesures initiales importantes. Cependant, ce ne sont en aucune façon les seules mesures qu'il faille étudier sérieusement, à la Première Commission ou ailleurs, pour que l'élan donné par les accords de 1963 soit ressuscité et que le monde puisse progresser vers l'adoption des mesures plus radicales de désarmement général et complet.

16. M. KHATRI (Népal) indique que sa délégation s'est jointe aux auteurs du projet de résolution parce que les pays non alignés, en particulier, sont convaincus depuis longtemps qu'il faut renoncer à des actes qui risquent de faire obstacle à la conclusion d'un traité sur la non-prolifération, que le projet de résolution va dans le sens de la politique générale de son pays concernant le désarmement et qu'il est conforme à la Déclaration adoptée par la deuxième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue au Caire en Octobre 1964, à laquelle son pays a participé, enfin parce qu'il contient une proposition sur laquelle les deux principales puissances nucléaires — l'Union soviétique et les Etats-Unis — ont jugé possible de travailler ensemble. M. Khatri salue le ton constructif des déclarations liminaires que les représentants de ces deux pays ont faites sur cette question et considère que cet esprit de compréhension nouveau qui se manifeste entre ces deux pays est de bon augure pour la paix, la sécurité et la prospérité du monde.

17. La prolifération des armes nucléaires est un des problèmes les plus graves que pose le désarmement et il exige une solution immédiate, mais jusqu'à présent il s'est révélé difficile à résoudre, non qu'il existe un désaccord entre les puissances nucléaires sur l'opportunité d'arrêter la prolifération des armes nucléaires ni sur la manière dont on pourrait y parvenir. Les difficultés viennent plutôt — comme le Secrétaire général l'a noté dans l'introduction à son rapport annuel (A/6301/Add.1) — du souci qu'ont les puissances non nucléaires de produire ou d'acquérir des armes nucléaires comme moyen de dissuasion contre les attaques éventuelles d'autres pays, et des divergences d'opinions des grandes puissances nucléaires et de leurs alliés au sujet de l'emploi des

^{4/} Voir Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément de janvier à décembre 1965, document DC/227, annexe 1, sect. B.

armements nucléaires à l'intérieur des alliances militaires.

18. Ce sont là deux difficultés sérieuses et, si on ne parvient pas à les surmonter, la paix et la sécurité de tous les Etats seront à nouveau menacées par l'apparition de nouvelles puissances nucléaires. Selon les estimations les plus modérées, environ un Etat Membre de l'ONU sur six peut devenir une puissance nucléaire. Alors qu'on a cru longtemps qu'il fallait, pour faire d'un pays une puissance nucléaire, des connaissances scientifiques étendues et une grande richesse matérielle, un pays qui possède un certain degré de connaissances scientifiques et de richesse matérielle peut maintenant devenir s'il le veut une puissance nucléaire. Le Népal ne peut envisager pareille situation sans inquiétude, encore qu'il reconnaisse que certains pays capables de devenir des puissances nucléaires ont fait preuve d'une sagesse remarquable en résistant aux pressions considérables qui pouvaient les pousser à produire ou à acquérir des armes nucléaires. Le Népal accueille également avec satisfaction la déclaration du Gouvernement soviétique selon laquelle l'URSS souhaite inclure dans le projet de traité une clause sur l'interdiction d'employer des armes nucléaires contre des pays non nucléaires qui n'ont pas d'armes de ce genre sur leur territoire. Si toutes les puissances nucléaires donnaient les mêmes assurances, les pays non nucléaires ou ceux qui peuvent le devenir ne craindraient plus d'attaques nucléaires de la part d'Etats hostiles et les progrès vers la conclusion d'un traité sur la non-prolifération pourraient en être grandement accélérés. Les puissances non nucléaires et celles qui peuvent le devenir, quant à elles, devraient s'engager à ne pas tenter d'acquérir ni de produire des armes nucléaires; à cet égard, M. Khatri accueille avec satisfaction la proposition de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, qui tend à placer leurs installations nucléaires sous le contrôle de l'AIEA si d'autres puissances européennes consentent à faire de même. Si elle était adoptée, cette proposition contribuerait aussi à rendre plus efficace un traité sur la non-prolifération.

19. La délégation népalaise regrette qu'il n'ait pas été possible de conclure un traité sur cette question au cours de l'année écoulée, mais elle est encouragée par les assurances données par les représentants des Etats-Unis et de l'Union soviétique, selon lesquelles ces difficultés ne sont pas insurmontables, et par la promesse faite par le représentant du Royaume-Uni que son gouvernement n'a pas l'intention de s'engager dans des activités qui puissent rendre plus difficile la conclusion d'un traité. En fait, il

existe de bonnes raisons d'espérer qu'on parviendra avant peu à un accord; mais un traité doit reposer sur les principes directeurs établis dans la résolution 2088 (XX) de l'Assemblée générale, qui demande que le traité soit exempt d'échappatoires qui pourraient permettre à des puissances nucléaires ou non nucléaires de faire proliférer, directement ou indirectement, les armes nucléaires sous quelque forme que ce soit, et qu'il établisse un équilibre acceptable de responsabilités et d'obligations mutuelles entre puissances nucléaires et puissances non nucléaires. Il est indispensable aussi que le traité interdise la prolifération d'armes nucléaires au-dessus du niveau actuel non seulement parmi les puissances non nucléaires mais aussi parmi les puissances nucléaires elles-mêmes. Ce serait là un pas vers le désarmement général et complet. Cette considération a poussé le Gouvernement italien à proposer que les puissances non nucléaires renoncent à toute intention d'acquérir une capacité nucléaire pendant un certain temps, tandis que les puissances nucléaires prouveraient dans l'intervalle leur sincérité en prenant des mesures pour détruire leurs stocks actuels d'armes nucléaires, proposition que la délégation népalaise a appuyée^{5/}.

20. En outre, un traité sur la non-prolifération ne devrait pas être conçu comme une fin en soi. Le monde a déjà dépensé plus de 200 milliards de dollars dans la course aux armements. Les Etats devraient faire tous leurs efforts pour réduire ces dépenses et libérer ainsi des ressources économiques utilisables pour l'amélioration du sort des couches les moins fortunées de l'humanité. La délégation népalaise appuie sans réserve les propositions faites par le Secrétaire général dans l'introduction à son rapport (A/6301/Add.1) demandant des études plus approfondies sur la portée et les répercussions de tous les aspects des armements nucléaires, notamment les problèmes de caractère militaire, politique, économique et social liés à la fabrication, à l'acquisition, au déploiement et au perfectionnement de ces armes et à leur emploi éventuel. Comme l'a dit le Secrétaire général, "connaître la nature véritable du danger qui nous menace peut constituer une première étape extrêmement importante en vue d'éviter ce danger".

21. Enfin, la délégation népalaise espère qu'un traité sur la non-prolifération facilitera la solution d'autres problèmes touchant au désarmement et représentera un nouveau progrès dans la voie du désarmement général et complet, qui reste l'ultime objectif.

La séance est levée à 16 h 30.

^{5/} Ibid., sect. D.